

1995-2015

PLUS DE 10 000 MORT·E·S AU LARGE DE MAYOTTE

LE VISA BALLADUR TUE !

DE NOMBREUSES ORGANISATIONS EN APPELLENT A LA MOBILISATION CITOYENNE

Le silence médiatique et politique persiste au large de Mayotte où plus de 10 000 personnes sont mort·e·s depuis 1995, année de l'entrée en vigueur du « visa Balladur ».

En effet, le 18 janvier 1995, le gouvernement Balladur décidait d'entraver la circulation des personnes dans l'archipel des Comores en imposant un visa d'entrée à Mayotte aux habitant·e·s des trois autres îles comoriennes (Mohéli, Anjouan, Grande Comore). Ainsi se concrétisait l'isolement de l'île de Mayotte détachée vingt ans plus tôt de l'État indépendant de l'Union des Comores à la suite d'une décision unilatérale française contestée par les Nations unies. Depuis, par une véritable militarisation du contrôle des frontières navires armés, radars, hélicoptères, etc., Mayotte est érigée en forteresse hostile à la plupart des personnes cherchant à la rejoindre: comorien·ne·s mais aussi malgaches ou exilé·e·s originaires des pays de l'Afrique des grands lacs. Un énième naufrage est survenu vendredi 30 octobre dernier dans les eaux comoriennes, faisant au moins huit victimes supplémentaires.

Que ce soit dans l'archipel des Comores ou dans l'espace méditerranéen, la politique menée par la France et l'Union européenne poursuit le même objectif : rendre les frontières toujours plus infranchissables en livrant une véritable guerre aux personnes déclarées indésirables au mépris des droits fondamentaux. Vingt ans après l'instauration du visa « Balladur », nous avons décidé de réagir. Une première étape de notre mobilisation collective a été la publication du 13 janvier 2015 : « 1995-2015 : des milliers de mort-e-s au large de Mayotte, le visa Balladur tue ! »

Citoyen·ne·s et organisations réuni·e·s, nous interpellons les autorités françaises qui, sans en référer à d'autres pays, peuvent arrêter les drames dans l'océan Indien en supprimant « le visa Balladur ». Nous appelons à un sursaut citoyen et vous invitons à signer la pétition en ligne : <http://petitionvisaballadur.wesign.it/fr>

Signataires : Association comorienne des droits de l'Homme (ACDH); Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF); Attac-France; Collectif de défense de l'intégrité et de la souveraineté des Comores (CDISCOM); Collectif des associations et amis des Comores (CAAC); Comité Maoré; Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID); Emmaüs International; Ensemble !; Fédération des associations de solidarité avec tou-te-s les immigré·e·s (Fasti); Femmes plurielles; Groupe d'information et de soutien des immigré·e·s (Gisti); Groupe de réflexion pour l'intégrité du territoire des Comores (GRITAC); Guilde des artistes comoriens (GAC); Immigration développement démocratie (IDD); Ligue des droits de l'Homme (LDH); Migrants Outre-Mer (MOM) –réseau associatif; Mouvement pour l'unité et la souveraineté des Comores (MUSC); Nouveau parti anticapitaliste (NPA); Parti communiste français (PCF); Réseau Euro-med France (REF); Réseau pour une gauche décoloniale; Respaix conscience musulmane; Sortir du colonialisme; SOS démocratie Comores; Union juive française pour la paix (UJFP); Village d'Éva.